



DES MOYENS POUR LA SANTÉ ET LES SERVICES PUBLICS

Municipales et insécurité

Les candidats à la mairie de Chaumont ont livré au Jhm leurs solutions quant au traitement de *l'insécurité*. Force est de constater que le sujet n'est abordé que par le prisme de la répression. La photo du Jhm insistant sur la police municipale en témoigne, mais la première source d'insécurité, c'est la misère. Seul Sylvain Demay, avec le vocabulaire propre à LO, replace le sujet dans le contexte de la violence sociale. L'insécurité c'est le mois qui commence par la fin, c'est un repas par jour, pas tous les jours. C'est la perte de l'estime de soi, la culpabilisation permanente. Pour les jeunes, un avenir bouché, perdu.

Que met-on sous le vocable *d'insécurité* ? des incivilités, des provocations, des violences intrafamiliales en augmentation, les attaques aux biens, les agressions, marginales, des comportements de personnes en souffrance psychique, abandonnées par la psychiatrie en manque de moyens, le trafic de stupéfiants aux abords des lycées. Peut-on aborder ces manifestations de transgression sociale de la même façon, avec pléthore de policiers, une réponse unique, imposée par le RN et à laquelle les autres candidats cèdent avec légèreté ?

Il est symptomatique que le tissu associatif ou les différents services compétents qui œuvrent difficilement, parce qu'exsangues, ne soient pas ou peu mentionnés. L'Education nationale, l'Aide Sociale à l'Enfance, la Santé psychique, la Justice sont concernées. Si l'insécurité, c'est une question de stationnement et de vitesse, c'est un peu insuffisant. Ce n'est pas non plus seulement le manque d'animateurs dont les missions sont différentes. Il faut être un peu plus ambitieux.

Il faut des réponses plurielles, préventives, de proximité, adaptées, à chaque type et gravité d'acte, partenariales, ce que le Conseil local de sécurité tente déjà avec la police nationale dont c'est la mission, la réparation de la faute et la sanction de la justice. Chiche, concernant la jeunesse, créons vingt-deux emplois d'éducateurs et d'éducatrices spécialisés, travaillant dans la rue, avec les partenaires sociaux, sur les événements, aux horaires de présence des jeunes, à la sortie des établissements scolaires, voire en milieu scolaire, certes avec des horaires spécifiques, financés par la ville, l'Agglo, le Conseil départemental ; des conventions sont possibles ou existent déjà.

Et qu'on ne m'oppose pas prévention et répression, la prévention est aussi une façon de réprimer des intentions, des pulsions ou des velléités de transgression mais de façon éducative.

Louis Laprade



AFFICHE DE SÉBASTIEN MARCHAL

SOMMAIRE

**BUDGET DE L'AGGLO DANS LE VERT,
PAS DE QUOI SE VANTER ● PAGE 2**

**QUE RÉPONDRE À LA HAINE ? ●
ALLIANCE AVEC LES FASCISTES ●
GÉNOCIDE À GAZA : UNE ÉTAPE
DÉCISIVE ● RÉCOMPENSE
MÉRITÉE ● PAGE 3**

**CAPGEMINI COLLABORE AVEC
L'ICE ● LE SCANDALE DES LAITS
INFANTILES CONTAMINÉS ● LAVEZ
VOS FRUITS ● ALERTE JEUNES ●
POISON D'AVRIL ● PAGE 4**

**SOLIDARITÉ
AVEC LE PEUPLE
PALESTINIEN
SAMEDI 7 FÉVRIER 2026
11H CHAUMONT
PLACE ANDRÉ POTHÉRAT**

**PALESTINE 36
CINÉ DÉBAT
À L'AFFICHE - CHAUMONT
LUNDI 9 FÉVRIER - 18H30**

BUDGET DE L'AGGLO DANS LE VERT, PAS DE QUOI SE VANTER

Le 27 janvier, les élus de l'Agglo se sont réunis pour voter le rapport d'orientation budgétaire. Il faut avouer que pour le commun des mortels, les termes utilisés et les chiffres évoqués sont assez hermétiques. Sans réfléchir, je serai tentée de me féliciter, comme Stéphane Martinelli, du résultat excédentaire et du désendettement de l'Agglo. Comment en est-on arrivé à ce résultat ? Cela peut nous interroger, nous qui avons de plus en plus de mal à gérer le budget de notre foyer avec toutes les augmentations de prix et de tarifs.

L'Affranchi nous suggère quelques pistes, dont celle des salaires. Lors de la mutualisation des personnels entre la ville de Chaumont et l'Agglo, les personnels de la ville avaient gardé certains avantages à titre personnel, comme le 13^e mois. Au fur et à mesure de leur départ (ils ne sont plus que 251 contre 518 en 2017), ils sont remplacés par des agents qui n'ont pas cet « avantage » et donc ne perçoivent pas de 13^e mois. Doit-on pour autant se réjouir de faire des économies sur le dos des personnels ? Un pouvoir d'achat amoindri, ce sont des travailleurs insatisfaits et moins d'argent investi dans le commerce local...

Une autre piste qui vient à l'esprit pour comprendre les économies faites par l'Agglo, c'est bien sûr le transport et les bus. Les usagers ont largement fait part de leur mécontentement lors de la réorganisation des circuits de transport, avec le déplacement ou la suppression de certains arrêts.

Rappelons aussi que les conducteurs des bus chaumontais étaient en grève en novembre en raison de leurs conditions de travail. Tout cela est, évidemment, en lien avec les préconisations du budget de l'Agglo et les négociations avec le transporteur Kéolis : je vous donne tant, qu'est-ce que vous pouvez me proposer comme service pour cette somme ?

La mobilité des habitants de Chaumont et ses environs ne mérite-t-elle pas mieux que ce contrat au rabais ?

Un budget dans le vert au prix d'une baisse importante des salaires et d'une réduction ou d'une privatisation des services publics, cela ressemble fort à la politique du Medef et de Macron-Lecornu. Pas de quoi se vanter !

Adriana Fernandez



MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL

Merci à Arlette, Chantal, Jean-Michel, Nicole, Daniel, Jean, Francine, Laurent, Guillaume, Xavier, Nathalie, Patricia, Aline, Francis, Olivier, Aurore et Éric, Marylène, Gérard, Mireille, Lionel, Christian, Anne-Marie, Francis et Christine, Claudine, Liliane, Séverine, Hervé, Marie-Thérèse, Claire, Marinette, Jean-Claude, Luc, Bernard, Simone, Jacqueline, Annie, Ludmilla, Michèle, Josette, Françoise et Jean-Paul, Patrick et Sylvie, Régis, Josiane, Hervé, Christian, Luc, Rachel, Michel, Josiane, Jean-Jules, Annick, Nathalie, Patrice, Dominique, Marie-Christine, Pierre, Richard, André et Josette, Sylvie, Jean-François, François, Francis, Christophe, Michel, Jeanne, Gillette et Jean-Claude, Jean-Pierre, Alain, Jean-Louis, Maurice, Anne, Christine, Patricia, Agnès, Jorge et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

Nom : Prénom :

Verse.....euros

Remettre à un.e militant.e du syndicat CGT des retraités de Chaumont

CINÉ DÉBAT À L'AFFICHE LUNDI 9 FÉVRIER 18H30



Après la défaite de l'Empire ottoman en 1918, la France et le Royaume-Uni se partagent la région et instaurent le mandat britannique sur la Palestine.

Au milieu des années 1930, les tensions autour de la terre, de l'immigration et du pouvoir colonial s'intensifient.

En avril 1936, alors que l'Europe s'apprête à replonger dans la guerre, une grève générale embrase villes et campagnes,

Ce film est une fiction inspirée de faits historiques réels.

À PROPOS D'ANNEMARIE JACIR LA RÉALISATRICE

Annemarie Jacir a écrit, réalisé et produit plus de seize films. Ses œuvres ont été présentées en première à Cannes, Berlin, Venise, Locarno, Rotterdam et Toronto. Trois de ses longs métrages ont été sélectionnés pour représenter la Palestine aux Oscars.

Son court métrage Like twenty impossibles (2003) fut le premier court métrage arabe de l'histoire à être sélectionné à Cannes et s'est également distingué en devenant finaliste aux Oscars.

À l'initiative de la Ligue des Droits de l'Homme de Chaumont, du Syndicat CGT des Retraité·es de Chaumont et d'Artisans du Monde

AVEC LE SOUTIEN de Palestine Libre Haute-Marne et de l'Association France Palestine Solidarité Haute-Marne

QUE RÉPONDRE À LA HAINE ?

Un ancien ami, que j'ai connu serviable, jovial et bienveillant, m'est tombé sur le dos au marché samedi dernier. Il enrageait de m'avoir vu un peu plus tôt manifester autour du drapeau palestinien. J'ai tenté de lui expliquer l'horreur de Gaza et les injustices en Cisjordanie. Mais il n'entendait pas et a poursuivi : «Pourquoi ne manifestez-vous pas pour les Iraniens ?»

J'ai répondu que je n'étais pas indifférent à cette souffrance-là non plus et que si l'occasion m'était donnée... Mais il revenait sur ce qu'il voyait comme notre obsession palestinienne et nos incessantes manif qui, en France, ne rimaient à rien. J'ai voulu lui expliquer que notre pays et ses armes ne sont pas pour rien dans cette histoire. Mais il détournait à nouveau le sujet pour nous reprocher de ne pas nous intéresser à la misère locale.

Je lui ai répondu que s'il lisait notre journal, il verrait que nous ne négligeons aucun sujet.

«Je l'ai lu autrefois, répliqua-t-il. Je l'ai connu par une personne qui écrit dedans et qui a bien failli me retourner le cerveau. Mais depuis que vous ne parlez plus que de Palestine, je ne veux plus le voir».

Au fil des échanges, il a fini par me dire que les Palestiniens étaient en grande majorité pour le terrorisme et qu'ils avaient bien cherché ce qui leur arrivait. Nos manifestations ne faisaient qu'énervier les bons Français que nous poussions ainsi à voter RN ; à commencer par lui, qui ne l'avait pourtant jamais fait jusqu'ici.

Je lui ai demandé s'il n'était pas devenu fou (ce qui n'est pas malin, je le reconnais) et puis je lui ai fait remarquer que ses évitements et sa rhétorique ressemblaient à ceux qu'on rencontre sur CNews.

«CNews dit la vérité, a-t-il asséné. Pas comme tes France 2 et autres médias publics qui la cachent, tout en nous coûtant 4 milliards». Lui ayant dit que France 2 n'était pas ma tasse de thé, je voulais quand même lui parler de l'importance d'un service public libre dans une démocratie. Mais, vu son air, j'ai déploré qu'il était impossible de discuter avec un clone de Pascal Praud et je suis parti.

Un peu plus tard j'ai appris qu'il s'était aussitôt retourné vers le commerçant le plus proche déclarant : «Ces syndicalistes communistes feraient mieux de s'occuper des Français plutôt que des étrangers».

Ne disposant pas de tous les détails de l'évolution de sa vie, je ne m'explique pas comment cet homme que je connaissais plutôt gai et ouvert a pu se laisser prendre par la haine. En revanche je sais comment celle-ci est entretenue, canalisée et (télé)guidée.

Les médias de Bolloré, qui déforment les faits, salissent les sentiments humanistes et inversent les valeurs, piègent de plus en plus de personnes se sentant mal dans leur époque. Ils les embarquent, comme aux Etats-Unis actuellement, vers un système mortifère.

Me sentant incapable d'en sortir cet ancien ami, je me dis que, contrairement à bien d'autres médias, le moment est mal venu de laisser le champ libre à l'extrême droite.

Plus que jamais, j'irai samedi montrer ma solidarité avec les humains que des fachos de toutes religions massacrent.

Lionel Thomassin



ALLIANCE AVEC LES FASCISTES

Même banderole, mêmes revendications, mêmes mots d'ordre, c'est main dans la main que le syndicat de police Alliance et l'extrême droite ont défilé le 31 janvier dernier, un peu partout en France. Si l'on en croit [Médiapart](#), la manifestation n'a pas eu le succès escompté. De nombreux observateurs ont d'ailleurs souligné le caractère fantaisiste des chiffres (entre 15 000 et 20 000) annoncés par le syndicat.

Une manifestation contestée jusque dans la police elle-même. Le syndicat Unité s'est désolidarisé de cette initiative qu'il juge trop politique. Les images publiées dans la presse et sur les réseaux sociaux où l'on voit de nombreux candidats du RN donnent raison aux syndicalistes d'Unité qui, dans un communiqué, ont déclaré préférer *«rester à leur place de syndicalistes et œuvrer au quotidien pour améliorer les conditions de travail»*...

GÉNOCIDE À GAZA : UNE ÉTAPE DÉCISIVE

Selon le Monde, deux militantes pro-israéliennes ont fait l'objet de mandats d'amener émis en 2025 par la cour d'appel de Paris.

L'avocate franco-israélienne Nili Kupfer-Naouri, présidente de l'association Israël Is Forever, et Rachel Tuitou, porte-parole de l'organisation Tsav 9, sont visées par une plainte depuis novembre 2024 pour complicité de génocide.

Elles sont accusées d'avoir contribué, par le biais de leurs organisations respectives, à entraver l'acheminement d'aide humanitaire dans la bande de Gaza.

Dans un communiqué, les associations de défense des droits du peuple palestinien ont salué cette décision : « De telles mesures, rares dans les affaires traitées par la section de crimes contre l'humanité, franchissent une étape décisive dans l'enquête pénale.»

RÉCOMPENSE MÉRITÉE

On a beaucoup parlé du rapport du Sénat sur les aides publiques, 211 milliards d'euros, versées aux entreprises privées sans aucune contrepartie. L'association Anticor qui lutte contre la corruption et la transparence en politique a décerné son prix de l'Éthique au sénateur communiste Fabien Gay, par ailleurs directeur du journal l'Humanité, qui présidait cette commission. On se rappelle que l'association Anticor a fait étape à Chaumont en septembre 2025...



LE SCANDALE DES LAITS INFANTILES CONTAMINÉS S'AMPLIFIE

On imagine la panique, l'angoisse et la culpabilité de parents découvrant que le lait en poudre qu'ils ont utilisé pendant des mois pour nourrir leur bébé contient une toxine dangereuse qui peut provoquer des troubles digestifs graves, des vomissements, des diarrhées, de la fièvre, des douleurs chez les nourrissons. On imagine ce qu'ont dû endurer de nombreux bébés et c'est tout simplement insoutenable. Certains ont séjourné à l'hôpital fin 2025, bien avant les rappels massifs des produits et deux décès font l'objet d'enquêtes judiciaires.

La liste des marques concernées s'allonge au fil des jours : Nidal, Guigoz (Nestlé), Picot (Lactalis) puis Blédilait, Gallia (Danone), Babybio, Optima (Vitagermine)... Certains de ces industriels sont des récidivistes : Lactalis et la salmonelle, Nestlé et son eau. Pour l'association Foodwatch, il n'y a absolument aucune excuse à tous ces rappels tardifs, faits au compte-goutte, et qui ont permis à des laits contaminés de rester en vente de longs mois. Elle porte plainte aux côtés de huit familles dont les enfants ont été malades après avoir consommé des laits retirés de la vente.

La ministre de la Santé s'en est tenu à la version des fabricants de lait, affirmant même que tous les lots contaminés avaient été retirés alors que le lendemain et les jours suivants, d'autres l'étaient encore. Une association de défense de la santé des enfants dénonce « la carence grave de l'État dans la gestion de ce scandale sanitaire ». Le gouvernement protège les grands groupes de l'agroalimentaire qui nient ou minimisent leur responsabilité alors qu'il faudrait montrer la plus grande fermeté dans cette affaire qui concerne la santé de nourrissons.

Marie-Rose Patelli

CAPGEMINI COLLABORE AVEC L'ICE

Alors que les mobilisations contre ICE battent leur plein aux États-Unis dans le sillage du meurtre de Renee Nicole Good, les travailleurs de Capgemini en France révèlent que l'entreprise collabore avec l'ICE depuis 2007. « *L'argent n'a pas d'odeur mais il commence fortement à avoir le goût du sang.* », dénonce la CGT Capgemini.

Cette multinationale du CAC 40 au capital de 22 milliards d'euros, géant français de la tech, développe pour l'ICE des logiciels qui servent à « *optimiser le parcours de détention, à faire de la surveillance de masse des réseaux sociaux pour traquer les "illegal aliens", à réduire les coûts liés au transport aérien en le remplaçant par du transport terrestre pour les déportations* », déclare la CGT Capgemini.

En novembre dernier, alors que l'ICE était en train d'enregistrer son année la plus meurtrière, [Capgemini a signé un nouveau contrat avec celle-ci, rapporte Franceinfo](#). Le but de ce contrat : développer un outil de traque de masse pour maximiser les arrestations.

Ce partenariat public-privé prévoit même que plus le nombre d'arrestations permises par le logiciel est grand, plus l'entreprise gagnera d'argent. Elle pourrait gagner jusqu'à **365 millions de dollars** grâce aux déportations de cette « Gestapo » américaine, comme la surnomment les manifestants anti-ICE aux USA. Une donnée d'autant plus nauséabonde quand on considère que l'entreprise a annoncé des licenciements massifs de près de 2 400 travailleurs ces derniers jours, dans le but de maintenir les profits des actionnaires.

[Louise Kervella](#) Site Révolution
permanente 27 janvier 2026



LAVEZ VOS FRUITS !

Son nom ne vous dit peut-être rien, pourtant, le prosulfocarbe est devenu le deuxième herbicide le plus utilisé en France, juste derrière le glyphosate. En 2023, 63 26 tonnes de ce désherbant utilisé en agriculture conventionnelle y ont été vendues. Il est pulvérisé sur les champs de céréales d'hiver (blé, orge, avoine, seigle...).

On savait que le prosulfocarbe contaminait massivement certaines cultures biologiques, [notamment le sarrasin](#), au point de pousser des agriculteurs à abandonner cette production. Des résidus avaient également été retrouvés dans le quinoa, les pommes et la roquette.

Suite à des analyses menées par les agriculteurs biologiques dans le Loir-et-Cher, on sait désormais qu'il ne s'arrête pas aux champs : il contamine aussi les fruits et légumes des jardins particuliers. En effet, cette charmante substance, comme l'appelle le Canard Enchaîné, peut se disperser à plusieurs kilomètres autour de la zone d'épandage.

ALERTE JEUNES !

Sous couvert de lutter contre le chômage des moins de 30 ans, le Medef propose la création d'un Smic jeunes et d'un CDI qui pourrait « *être rompu sans motif pendant les trois premières années* ».

Décidément, les ultrariches n'en ont jamais assez. Ils se gavent sans vergogne à coup de milliards d'euros de cadeaux fiscaux. S'ils pouvaient rétablir l'esclavage, ils le feraient !

Coluche disait des capitalistes : « *Si on leur donnait le Sahara, dans 5 ans il faudrait qu'ils achètent du sable ailleurs.* »

Ce contrat est en fait un recyclage du contrat première embauche enterré en 2006 qui déclencha une levée de boucliers de la CGT et de l'Unef. Et qui finit à la poubelle suite aux énormes mobilisations des jeunes de l'époque. Nous n'avons pas la mémoire courte !

Pascal Pruvot

POISON D'AVRIL

L'hexane est un solvant toxique issu du pétrole utilisé dans la fabrication des huiles Lesieur et Puget du groupe Avril. Mais rassurons-nous, il y a l'Institut technique d'études et de recherche des corps gras (Iterg) qui travaille activement à la question. Son centre technique industriel s'engage pour un monde plus sain et durable, en façonnant un avenir prometteur pour l'industrie.

Oui, mais dans le Conseil d'administration, on trouve un représentant du groupe Avril. Le vice-président de cet institut est aussi le directeur innovation et développement du groupe Avril.

Sur les dix membres du comité scientifique, il y a le directeur de Lesieur du groupe Avril. Deux sièges sont réservés à Lesieur et Saipol, deux industries du groupe Avril. Le groupe Avril est un géant de l'agro-industrie dirigé par Arnaud Rousseau, président de la FNSEA.

N'y aurait-il pas quelque chose qui ressemble à un conflit d'intérêts ?

Pascal Pruvot